

de qualité nutritionnelle et de diversité de l'alimentation.

### Une vie associative en plein essor

Enfin, à Lubumbashi, de nombreux producteurs maraîchers se regroupent en associations, certaines dépassant les cent cinquante membres ! Malgré l'insuffisance de recensement, leur présence est indéniable : la FAO (Food and Agriculture Organisation) soutenait ainsi, par exemple, cent trente-quatre organisations de producteurs en 2012, au centre et en périphérie de la ville. À côté de ces associations, officiellement reconnues et soutenues, bien d'autres existent, de même que de nombreux producteurs individuels. Toutes ces associations offrent diverses opportunités aux maraîchers :

→ un partage des connaissances et savoirs techniques entre les différents membres – jeunes ou plus âgés, hommes ou femmes, etc. ;

→ un soutien financier lorsque l'organisation applique le principe des cotisations ; dès lors, en cas de difficultés financières, une partie de l'épargne collective peut être attribuée aux maraîchers de l'association – c'est le système des tontines ;

→ une structure administrative et un poids, bien que relatif, dans les discussions avec les politiques locaux concernant, par exemple, l'accès aux terres, aux intrants, etc. ;

→ une cohésion sociale face aux difficultés tant financières que techniques, professionnelles ou familiales...

À nouveau, les associations reconnues et structurées ne sont pas les seules à offrir de tels bénéfices : l'entraide et l'échange de conseils ont également souvent lieu entre maraîchers d'un même quartier. Il faut toutefois reconnaître que ces producteurs individuels ne disposent pas toujours des connaissances et des réflexes nécessaires pour maximiser leurs cultures, ni des mêmes possibilités de faire valoir leurs droits.

### Les contraintes auxquelles doivent faire face les maraîchers

Les activités de maraîchage, à côté de ces indéniables bénéfices, ne sont pourtant pas dénuées de difficultés pour ceux qui s'y engagent. En effet, bien que ces activités ne requièrent pas un capital de départ important, se procurer les intrants nécessaires – semences, engrais, pesticides – en quantité et, surtout, en qualité suffisantes représente une difficulté majeure pour cer-

tains producteurs, futurs ou déjà engagés. Un autre obstacle important concerne l'accès à l'eau : celle généralement utilisée pour arroser les cultures provient des cours d'eau, nombreux à Lubumbashi, mais aussi de sources d'eau stagnante ou usée et donc... impropre à la consommation ! Or les légumes, parfois contaminés – par la pollution, par des bactéries –, seront malgré tout consommés, faute de mieux. L'accès au matériel nécessaire à l'entretien des cultures et des parcelles peut également se révéler problématique pour certains maraîchers, bien qu'il soit peu sophistiqué de par les faibles revenus de la plupart des producteurs, ainsi que les superficies peu élevées des parcelles.

Cependant, la principale contrainte du secteur est d'une nature différente. Alors que les précédentes limites peuvent être contournées via l'entraide entre producteurs ou le recours aux structures associatives, la question de l'accès à la propriété des terres s'avère compliquée. La plupart – 61,72 % – des maraîchers rencontrés à Lubumbashi se trouvent en situation d'insécurité foncière, c'est-à-dire qu'ils louent leurs terres ou qu'ils en disposent gratuitement. Or ces formes d'occupation ne favorisent pas la pérennisation de l'activité puisque ces maraîchers courent le risque de perdre leurs parcelles : le propriétaire peut vouloir les récupérer et, si elles appartiennent à l'État, celui-ci peut faire pression sur les producteurs en exigeant d'eux des taxes de plus en plus élevées. Enfin, le manque de standardisation des mesures des productions et de fixation des prix sur les marchés concourt également à la situation déjà précaire de certains maraîchers.

### Quel soutien pour le secteur ?

Consciente des potentialités du maraîchage urbain, mais aussi des difficultés du secteur, la FAO a lancé en 2002 le programme pour l'Horticulture urbaine et périurbaine (FAO-HUP) dans certains pays du Sud. L'antenne locale de l'organisation à Lubumbashi s'est donc attelée à la tâche de favoriser l'accès à la propriété terrienne et aux intrants, d'appuyer l'amélioration de la productivité, de la qualité et de la diversité des produits cultivés, de favoriser la création d'emplois, notamment pour les femmes, et une meilleure organisation entre les producteurs. Grâce au soutien financier, à l'appui dans le dialogue avec les responsables politiques locaux et nationaux et aux formations proposées aux maraîchers par la FAO, on a pu constater de

nettes améliorations au sein du secteur. Signalons toutefois que l'existence de critères – notamment celui d'être déjà regroupés en association – bloque l'accès à cette aide pour ceux qui, par le fait même de ne pas faire partie d'une organisation structurée, se trouvent pourtant dans une situation moins stable et sécurisée.

Une partie des obstacles rencontrés dans le secteur maraîcher pourrait être résolue si le gouvernement congolais et, localement, les autorités lushoises soutenaient plus fermement celui-ci. Malheureusement, comme dans bien d'autres pays, l'agriculture ne constitue pas une filière prioritaire dans les décisions économiques nationales. Les ONG et autres organismes internationaux ont certes un rôle important à jouer car leurs actions permettent de conscientiser les décideurs politiques aux problématiques liées au secteur horticole et offrent des opportunités aux producteurs. Ces organismes n'offrent toutefois qu'un appui limité, financièrement et temporellement. C'est au gouvernement de prendre le relais et de soutenir le secteur maraîcher – et agricole plus globalement – via notamment des lois liées à la propriété terrienne, à l'accès aux intrants ou à la standardisation des mesures des productions, via le renforcement de la structure administrative compétente dans le domaine agricole<sup>3</sup>, via l'accès à l'information liée aux techniques culturales, à l'évolution des prix sur les marchés, etc. Néanmoins, et malgré un contexte globalement défavorable, les maraîchers de Lubumbashi, ainsi que ceux de bien d'autres villes du Sud, poursuivent leur activité et continuent d'évoluer. Ainsi, à leur échelle, ils participent, depuis de nombreuses années, au processus de paix en amenant une part d'équilibre social, économique et alimentaire à la ville. ●

#### Notes

1/. Dictionnaire Larousse, 2013

2/. Mukadi K. Et Tollens E., *Sécurité alimentaire au Congo-Kinshasa. Production, consommation et survie*, 2001, collection Congo-Zaïre - Histoire et Société, éditions L'Harmattan

3/. Divers services ministériels sont déjà en place, tels que le Service national des semences (SENASEM), le Service national des fertilisants et intrants connexes (SENAFIC), le Service national d'intégration d'appropriation à la terre (SENIAT), etc. Mais ils ne parviennent pas à soutenir efficacement le secteur.